



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 novembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2023 - 218 BUDGET PRINCIPAL
CONSTITUTION DE PROVISIONS POUR CREANCES DOUTEUSES

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 30 octobre 2023, s'est réuni le mardi 7 novembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Jean-Paul CAMERANO, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Monsieur Roger MISSENTI,
Monsieur Jean-Pierre BICAIL
Monsieur Paul EUZIERE
Myriam LAZREUG

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

/

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Patrick ISNARD

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

/

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Roger MISSENTI à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Jean-Pierre BICAIL à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 26 septembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2023 - 214 IMMEUBLE SITUE 15 RUE PAUL GOBY
CESSION LOT N° 20**

**VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL**

2023 - 218

DU 7 NOVEMBRE 2023

**BUDGET PRINCIPAL
CONSTITUTION DE PROVISIONS POUR CREANCES DOUTEUSES**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Par souci de sincérité budgétaire, de transparence des comptes et de fiabilité des résultats de fonctionnement des collectivités, le code général des collectivités territoriales rend nécessaire les dotations aux provisions pour créances douteuses. De plus cette procédure comptable devient obligatoire avec la mise en place de la nomenclature M57 applicable à la ville de Grasse à compter du 1^{er} janvier 2024.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES	6815 -15182	126 640,30 €

Madame Catherine BUTTY expose :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article R2321-2 ;

Vu l'article 11 du décret 2022-1008 du 15 juillet 2022 portant diverses mesures relatives aux dotations de l'Etat aux collectivités territoriales, à la péréquation des ressources fiscales, à la fiscalité locale et aux règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 en vigueur ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable à compter du 1^{er} janvier 2024 au budget principal ;

Vu la délibération n° 2023-53 adoptant la modification du régime des provisions ;

Considérant que la constitution de provisions comptables est une dépense obligatoire ;

Considérant que par souci de sincérité budgétaire, de transparence des comptes et de fiabilité des résultats de fonctionnement des collectivités, le code général des collectivités territoriales rend nécessaire les dotations aux provisions pour créances douteuses ;

Considérant que l'instruction budgétaire et comptable M14 prévoit la constitution de provision pour créances douteuses, en vertu du principe comptable de prudence.

Dès lors qu'il existe, pour une créance donnée, des indices de difficultés de recouvrement (compte tenu de la situation financière du débiteur) ou une contestation sérieuse de la créance, celle-ci doit être considérée comme douteuse. Il faut alors constater la provision car la valeur des titres de recettes pris en charge dans la comptabilité de la collectivité est supérieure à celle attendue. Il existe donc une charge latente si le risque se révèle, qui doit, selon le principe de prudence, être traitée par le mécanisme comptable de la provision ;

Considérant que les restes à payer (dépenses engagées et mandatées) et les restes à recouvrer (recettes dont le titre a été émis) et les opérations non dénouées sur comptes de tiers non budgétaires, ainsi que la trésorerie afférente aux compétence transférées, sont maintenus dans la comptabilité de la commune, car ils sont rattachés aux exercices budgétaires durant lesquels la commune était compétente ;

Considérant qu'à ce titre, les créances douteuses relatives aux budgets annexes de l'eau, de l'assainissement collectif et non collectif, compétences transférées à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse au 1^{er} janvier 2020, sont intégrées aux provisions à constituer et listées en annexe à la présente délibération ;

Considérant que la comptabilisation des dotations aux provisions pour créances douteuses repose sur des écritures comptables budgétaires suite à la délibération n° 2023-53 du 4 avril 2023 qui confirme l'option pour le régime budgétaire ;

Considérant que le calcul du montant de la provision pour dépréciation des créances douteuses sera basé sur l'application d'un taux forfaitaire de 15 % aux restes à recouvrer supérieurs à 2 ans et aux dossiers, même récents, de redressements et liquidations judiciaires constatés au budget principal de la collectivité ;

Considérant que le montant des créances douteuses s'établit au 21 septembre 2023 à 844 268.67€ ;

Considérant que la répartition des créances douteuses par thème est jointe en annexe à la présente délibération ;

Considérant qu'après application du taux forfaitaire de 15 %, le montant de la provision s'élève à 126 640,30 € ;

Considérant que cette provision pourra faire l'objet d'une reprise sur provisions pour dépréciation des actifs circulants :

- si la créance est éteinte ou admise en non-valeur,
- si la provision est devenue sans objet : recouvrement partiel ou complet,
- si le risque est moindre.

Considérant qu'il convient de procéder à la constitution d'une provision au budget 2023 par l'émission d'un mandat d'ordre budgétaire au compte 6815 et un titre d'ordre budgétaire au compte 15182.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie » et « Vivre ensemble » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 17 octobre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **DECIDER** de la constitution d'une provision budgétaire pour créances douteuses d'un montant de 126 640,30 € par mandat d'ordre budgétaire au compte 6815 et un titre d'ordre budgétaire au compte 15182 sur le budget principal de la collectivité ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Delibération affichée le - 8 NOV. 2023
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 8 NOV. 2023